

Lettre des élus du mantois pour la défense de l'hôpital public

Nous avons été nombreuses et nombreux à vous faire part de notre hostilité à la fermeture de la coronarographie du centre hospitalier François Qesnay de Mantes La Jolie. Dès le début, nous avons alerté sur les conséquences en chaîne de cette décision qui ramènent aujourd'hui au déclin de l'USIC et de la cardiologie (-10 lits en cardio), aux difficultés accrues de la réanimation, pour ne citer que ces deux services ¹, et finalement à la privatisation rampante du service public.

Nous considérons que la fermeture de la coronarographie a été trop hâtive, car à aucun moment elle n'a bénéficié des conditions d'exploitation optimales lui permettant de faire ses preuves et répondre au critère, hélas statistique, de 350 actes par an. La décision du directeur de l'hôpital de remercier deux coronarographistes fin juin 2010, tout juste 6 mois après l'ouverture de l'unité n'est pas de nature à soutenir son activité. Tout comme son refus de présenter un dossier de renouvellement de service. Dans ces conditions le soupçon de fermeture préméditée est permis.

Malgré un soutien populaire large (pétition de 30 000 signatures dont plus de 200 élus), malgré nos différentes interventions individuelles auprès des différents décideurs (ARS, ministère, Présidence de la république), nous avons le sentiment de pas être écoutés. Nous n'acceptons pas que la parole des élus, et des citoyens, soit à ce point ignorée.

Les élus (députés, sénateurs, maires, etc) de droite comme de gauche ont fourni tous les éléments mettant en perspective le développement du bassin du mantois, notamment en articulation avec l'opération OIN seine aval, et qui placent l'hôpital public au centre de ce développement. Mais nous constatons avec regret que leur rôle dans la gestion des territoires n'est pas pris en compte dans ce dossier.

Dans sa lettre du 4 février au comité cœur hôpital, Madame la ministre de la santé fait part de sa demande à l'ARS de réétudier le dossier pour «établir une relation conventionnelle plus équitable» entre le centre hospitalier et la clinique d'Evèquemont. Cette initiative ne correspond pas à notre demande de réouverture de l'unité de cardiologie interventionnelle, mais elle a le mérite de reconnaître implicitement que le projet tel qu'il est mené n'est pas en faveur de l'hôpital public. Partant de là, nous attendons des engagements clairs sur la sauvegarde de tous les services de notre hôpital, à commencer par la réouverture de la coronarographie.

Par cet appel, nous, élus du mantois (je ne sais s'il faut garder mantois car on veut que tous les élus le signent comme Tasca, Prima...) toute tendance politique confondue, souhaitons confirmer notre engagement, déjà exprimé il y a maintenant près de deux ans, en faveur de notre hôpital public. Pour la défense de cet hôpital, nous souhaitons:

Ici, il faut rajouter quelques demandes précises sur lesquelles des élus de gauche et de droite peuvent se mettre d'accord (ce qui n'est pas facile) :

- Table ronde sur le devenir de notre hôpital ouverte à tous les acteurs (élus, ars, direction hôpital, ministère, etc...)
- L'abandon du PPP (mais là, ça, risque de ne pas faire consensus)
- Réouverture de la coronarographie
- etc...

(1) Chef de service cardiologie à propos des urgences radiologiques:

«Elles sont faites partiellement car on nous a retiré notre outil de travail. Nous ne pouvons plus travailler et assurer ce qu'on voulait mettre en place, essentiellement la prise en charge de l'infarctus», «Le SAMU nous ne confie plus les douleurs thoraciques»

Chef de service réanimation: «Si l'USIC ferme, que va devenir l'Unité de Soins Intensifs Neuro-Vasculaires»